

LA DÉSINDUSTRIALISATION TUE

La crise sanitaire du covid-19 vient de démontrer à nouveau que la désindustrialisation tue. Elle tue, d'abord, les ouvriers qui en sont les premières victimes en étant condamnés au chômage, à la précarité, à la misère. Le chômage de masse est directement responsable des milliers morts chaque année en France d'après l'INSEM. La désindustrialisation tue également, en privant le pays des moyens de production nécessaires pour disposer des biens indispensables à la satisfaction des besoins de la population. Elle tue dans notre France euro-désindustrialisée, empêchant lors des crises sanitaires la production rapide de masques, tests, respirateur, médicaments et autres bonbonnes d'oxygène, sous contrôle populaire. Les 5 milliards d'euros prêtés par le gouvernement à Renault, les 7 milliards annoncé à Air France qui s'apprête à licencier massivement en France et dans le monde. Et la dizaine de milliards pour la filière aéronautique alors que Airbus veut supprimer plus de 5000 postes en France et 15000 dans le groupe. Ces milliards payés par le peuple seraient donc destinés à licencier et fermer des usines ?

Macron nous engage à rembourser ces prêts y compris avec les intérêts dont vont bénéficier les banques privées. Cette garantie de prêt va alourdir la dette de l'Etat. Ces milliards d'euros représente beaucoup d'argent qui permettrait de nourrir la trésorerie pour le paiement des salaires de ces différentes entreprises durant 3 ans voire plus, alors que Bercy annonce un rebond du PIB de la France pour 2021 grâce aux mesures de chômage partiel qui ont été bénéfiques pour les entreprises privées. Le gouvernement fait payer la crise aux travailleurs en supprimant notamment 4600 postes en France chez Renault, qui n'envisage pas de réduction de sa production mais un plan de délocalisation.

Il faut nationaliser d'urgence toute l'industrie stratégique française pour la dégager de l'€uro-mondialisation capitaliste : les travailleurs n'ont pas besoin de fusions de leurs usines dans d'autre multinationales qui ne sont que des opérations financières visant uniquement à réduire les coûts et à exploiter durement les travailleurs dans le monde. Notre pays a besoin au contraire d'un pôle public industriel nationalisé en rupture avec les politiques menées depuis des décennies. L'Union européenne, l'€uro et le fumeux « couple franco-allemand » ne sont pas la solution, mais bien le problème!

En effet, c'est bien la "concurrence libre et non faussée" promue par les dogmes européistes et capitalistes qui ont permis à tout le grand capital industriel français de délocaliser la production dans des pays aux salaires de misère. Par conséquent, la reconstruction et la sauvegarde de ce qui reste de notre industrie, pour produire en France, ici et maintenant, voitures, acier, trains, avions, médicaments, respirateurs, électroménager, etc., doit inévitablement passer par la sortie de l'UE et de son maudit euro par la porte de gauche.

C'est à ces conditions fondamentales que nous construirons ce grand pôle public industriel nationalisé sous direction ouvrière qui nous permettra d'en finir avec la surexploitation capitaliste des classes laborieuses entraînant licenciements, chômage de masse, misère et autant de vies brisées.

Mais n'en doutons pas, tous ensemble et en même temps contre le trio infernal Macron/MEDEF/UE, nous balayerons les exploiters et leur imposerons nos choix. C'est d'ailleurs ce qu'ont démontré les ouvriers de Renault à Maubeuge, rejoints par leurs camarades de Douai mais également de PSA, Toyota et toute la population locale.

Ils sont le problème et nous la solution, nous vaincrons : Frexit progressiste, et vite !